

von der Expertengruppe vorgeschlagenen Massnahmen zielen auf die Erhaltung der Lebensfähigkeit des Unternehmens ab. Das ist ja auch klar; man findet niemanden, der eine bankrotte Unternehmung weiterführt, wenn er noch für die alten Schulden haften muss. Das war die wirtschaftliche Betrachtungsweise, sie ist an sich sehr rational. In diesem Sinne laufen die vorgeschlagenen Lösungen der Vorstellung eines automatischen Übergangs der Arbeitsverhältnisse entgegen. Welche Arbeitsverhältnisse übernommen werden, bestimmt der übernehmende Betrieb, und die Solidarhaftung des Erwerbers ist dann auf alle übernommenen Arbeitsverhältnisse anwendbar.

Schliesslich stellte die Kommission fest, dass die Rechtsprechung mittlerweile in einem zentralen Punkt die Rechtsunsicherheit beseitigt hat, welche bei der Ausarbeitung des Vorentwurfes bestanden hatte. Das Bundesgericht hat sich im Sinne des Vorentwurfes für die Nichtanwendung der Solidarhaftung des Erwerbers bei einem Konkurs ausgesprochen (BGE 129 III 335). Die gleiche Regelung dürfte in Zukunft auch bei Nachlassverfahren gelten.

Unter diesen Voraussetzungen ist es in den Augen der Kommission nicht angebracht, die Arbeiten in Bezug auf die Anwendung von Artikel 333 OR bei Konkurs und Nachlassverfahren weiterzuführen, da die Ergebnisse eingehender Untersuchungen unweigerlich zu Regelungen führen, die den ursprünglichen Zielen der parlamentarischen Initiative zuwiderlaufen. Die Kommission ist der Meinung, dass mit Vorteil am geltenden Recht festzuhalten sei, da die Rechtsprechung inzwischen die Rechtsunsicherheiten, die den Ausgangspunkt der Gesetzgebungsarbeit der Kommission bildeten, in einem wichtigen Punkt geklärt hat. Im Weiteren weist die Kommission darauf hin, dass die parlamentarische Initiative in Bezug auf die Fusionen und Spaltungen im Rahmen des Fusionsgesetzes bereits vollumfänglich umgesetzt worden ist.

Die Kommission beantragt Ihnen deshalb mit 10 zu 9 Stimmen bei 3 Enthaltungen, die parlamentarische Initiative abzuschreiben. Ein Minderheitsantrag verlangt, dass – nein, es wurde kein Minderheitsantrag gestellt.

Ich bitte Sie, den Antrag auf Abschreibung gutzuheissen.

Präsidentin (Egerszegi-Obrist Christine, erster Vizepräsidentin): Es liegt kein Minderheitsantrag vor. Frau Thanei hat das Wort für eine persönliche Erklärung.

Thanei Anita (S, ZH): Ich wurde offensichtlich falsch informiert; man hat mir mitgeteilt, dass wir keinen Minderheitsantrag einreichen könnten. Deshalb gebe ich hier eine persönliche Erklärung ab.

Unser Rat hat der parlamentarischen Initiative Gross Jost am 16. März 1998 mit 88 zu 78 Stimmen Folge gegeben. Das ist immerhin eine grosse Mehrheit; das sind wir uns auf der linken Seite nicht gewohnt. Unsere Kommission hat den Auftrag – mit der von der Mehrheit beantragten Abschreibung – heute einmal mehr nicht erfüllt und einmal mehr die Interessen der Arbeitnehmenden mit Füssen getreten. Doch die Ratslinke prophezeit Ihnen in vorweihnachtlicher Stimmung, dass nicht aller Tage Abend ist und wir uns weiterhin für eine Sozialplanpflicht und für eine Verbesserung der Situation der Arbeitnehmenden einsetzen werden.

Präsidentin (Egerszegi-Obrist Christine, erster Vizepräsidentin): Sie haben es gehört: Die Kommission beantragt, die parlamentarische Initiative abzuschreiben. In der Kommission wurde kein Minderheitsantrag gestellt.

Abgeschrieben – Classé

00.419

Parlamentarische Initiative Vermot Ruth-Gaby.

Schutz vor Gewalt im Familienkreis und in der Partnerschaft

Initiative parlementaire Vermot Ruth-Gaby. Protection contre la violence dans la famille et dans le couple

Erstrat – Premier Conseil

Einreichungsdatum 14.06.00

Date de dépôt 14.06.00

Bericht RK-NR 21.02.01

Rapport CAJ-CN 21.02.01

Nationalrat/Conseil national 07.06.01 (Erste Phase – Première étape)

Bericht RK-NR 23.06.03

Rapport CAJ-CN 23.06.03

Nationalrat/Conseil national 03.10.03 (Frist – Délai)

Bericht RK-NR 18.08.05 (BBI 2005 6871)

Rapport CAJ-CN 18.08.05 (FF 2005 6437)

Stellungnahme des Bundesrates 09.11.05 (BBI 2005 6897)

Avis du Conseil fédéral 09.11.05 (FF 2005 6461)

Nationalrat/Conseil national 15.12.05 (Erstrat – Premier Conseil)

Glasson Jean-Paul (RL, FR), pour la commission: Ne vous trompez pas, malgré ma blessure, je n'ai pas fait l'expérience de la violence conjugale ou domestique: j'ai réussi à me blesser moi-même! En effet, ce sont en général les femmes qui sont victimes de la violence domestique.

Violence domestique, disions-nous, ou plus précisément, suite à nos travaux, violence dans la famille et dans le couple, c'est là le thème développé dans l'initiative parlementaire Vermot datant de l'an 2000. Le Parlement sait que c'est un fléau d'une actualité brûlante et il a déjà pris en compte cette problématique dans le droit pénal – vous vous en souvenez.

Notre conseil a décidé sans opposition, en juin 2001, de donner suite à l'initiative parlementaire Vermot. Que s'est-il passé durant ces plus de quatre ans? Notre ancienne collègue Vallender a fourni, à la tête d'une sous-commission, un premier avant-projet soumis à consultation après son adoption, par 17 voix contre 2 et 1 abstention, par la commission il y a deux ans.

Donnant suite au nouveau mandat de la commission du 1er juillet 2004, la sous-commission que j'ai présidée a élaboré le projet lors de quatre séances et l'a adopté à l'unanimité le 28 avril dernier. Je crois que nous avons fait du bon travail, même si nous avons été affectés parfois par plusieurs remplacements au sein de la sous-commission au cours de ses travaux.

Le présent projet a trouvé l'accord de la commission et du Conseil fédéral. Ainsi, le processus législatif peut continuer rapidement, et c'est tant mieux, car la question mérite d'être traitée au plan fédéral et unifiée, à l'heure où le besoin se fait sentir de légiférer dans plusieurs cantons, lorsque ce n'est pas déjà fait. Nous pouvons du moins bénéficier des enseignements tirés de la pratique cantonale, et particulièrement des précurseurs qu'ont été les cantons de Saint-Gall et d'Appenzell Rhodes-Extérieures, ainsi que des expériences internationales.

Nous avons pu collaborer très fructueusement avec les gens du département et de l'Office fédéral de la justice. Nous les remercions, d'ailleurs, pour leur engagement ainsi que pour la pertinence de leurs rapports, ainsi que le secrétariat de notre commission.

De manière générale, nous nous sommes concentrés sur les dispositions sur la protection de la personnalité. Nous avons donc «ouvert le champ», en quelque sorte. Cela signi-

fié que nous avons reconnu que le besoin de mesures de protection contre la violence dépasse le cadre des relations existantes entre deux individus. Après la fin de cette relation existante ou en dehors de celle-ci, il y a un besoin de protection et les moyens législatifs fédéraux actuels font défaut.

Nous avons donc inclus dans nos travaux la notion de «stalking», de harcèlement, qui comprend notamment le fait d'espionner, de rechercher constamment la proximité physique d'une personne, de la poursuivre, de la menacer. La caractéristique du «stalking» est, il faut le souligner, la répétition et la combinaison d'actes isolés, et non pas une action unique.

Les articles 28 et suivants du Code civil suisse dans leur actuelle teneur correspondent en partie aux préoccupations qui se sont fait jour. Mais on se rend compte assez vite que des spécificités en relation avec la violence domestique ne trouvent pas réponse dans la législation actuellement en vigueur, du moins pas de façon satisfaisante.

L'avant-projet Vallender mis en consultation introduisait un article 28b qui permettait au juge de condamner l'auteur d'agressions physiques ou de menaces d'agression physique contre une personne avec laquelle il faisait ou avait fait ménage commun, à quitter le logement et son environnement immédiat, et de lui interdire d'y retourner ou d'y pénétrer. C'est le principe: «Wer schlägt, der geht.»

La consultation a mis en évidence, à côté d'une approbation très large et presque unanime, deux réserves principales. La première concernait le fait que l'on restreigne la protection aux cas d'agressions physiques, ce qui excluait donc les violences psychiques. Deuxièmement, certains estimaient que la notion de «ménage commun» avait un caractère trop restrictif. Pour le reste, il y a eu assez généralement un accueil favorable du projet, notamment quant à l'extension de la protection à toute personne qui vit dans le même ménage – personne âgée ou enfant, personne mariée, concubin, partenaire enregistré. Quelques remarques cependant ont été faites au regard des modalités de mise sur pied des centres de consultation par les cantons. Monsieur le conseiller fédéral Blocher y reviendra sans doute.

Comme il se doit, nous avons débattu de tout cela en commission et tout d'abord en sous-commission. Nous avons abandonné la restriction aux cas où auteurs et victimes font ou ont fait ménage commun; comme je l'ai déjà dit, nous allons au-delà. De même, le projet que nous vous proposons ne limite plus son champ d'application aux seules agressions physiques: il comprend tout acte de violence, toute menace et tout harcèlement. La nouvelle réglementation s'intègre mieux dans le chapitre de la protection de la personnalité, soit dans les articles 27 et suivants du Code civil. Nous avons aussi prévu que les cantons désignent une autorité pouvant décider de l'expulsion immédiate d'une personne du logement commun en cas de crise.

Au nom de la commission, qui a approuvé ce projet par 18 voix contre 0 et 3 abstentions, je vous propose d'entrer en matière sur cette nouvelle mouture à laquelle je vous prie de faire bon accueil en l'acceptant.

Thanei Anita (S, ZH), für die Kommission: Ihr Rat hat am 7. Juni 2001, d. h. vor etwa vier Jahren, der parlamentarischen Initiative von Kollegin Vermot zum Schutz vor Gewalt im Familienkreis und in der Partnerschaft Folge gegeben. Eine Subkommission der Kommission für Rechtsfragen arbeitete einen ersten Gesetzentwurf aus, welcher am 12. November 2003 zusammen mit einem Begleitbericht in die Vernehmlassung geschickt wurde. Deren Auswertung lag im Mai 2004 vor. Die Subkommission hat in diversen weiteren Sitzungen den Vernehmlassungsentwurf im Lichte der Vernehmlassungsergebnisse überarbeitet.

Eine Mehrheit der Vernehmlassungsteilnehmer stimmte dem ersten Vorschlag zu. Insbesondere befürwortete sie die Bestimmung, wonach alle Personen vom Schutz erfasst werden, die im gleichen Haushalt leben, z. B. auch Betagte oder Kinder, und nicht nur verheiratete oder unverheiratete Paare. Lediglich die SVP war mit der Begründung dagegen, das

geltende Recht genüge. Zudem wurde von einer Mehrheit der Vernehmlassungsteilnehmer gewünscht, dass der Schutz nicht nur bei physischer, sondern auch bei psychischer Gewalt greifen solle. Zudem solle der Schutz auf Opfer ausgeweitet werden, die nicht mit dem Täter zusammenleben oder zusammenlebten. Das sind insbesondere Opfer, welchen nachgestellt wird; auf Neudeutsch Stalking. Die Kommission für Rechtsfragen des Nationalrates stimmte dann am 18. August 2005 mit 18 zu 0 Stimmen bei 3 Enthaltungen der überarbeiteten Vorlage zu.

Zu den Grundzügen der Vorlage: Es geht um den Schutz der Persönlichkeit vor häuslicher und anderen Formen von physischer und psychischer Gewalt. Die Familie oder der Freundeskreis als Kern des sozialen Umfeldes soll ein Ort der Sicherheit und Geborgenheit sein. Dem ist leider nicht immer so. Aus einer Studie geht hervor, dass z. B. 20,7 Prozent der Frauen körperliche und/oder sexuelle Gewalt von ihren Partnern erleiden mussten. Es gibt heute noch keine exakte Studie über die Gewalt von Frauen. Selbstverständlich ist aber das Gesetz geschlechtsneutral formuliert und gilt auch für schlagende oder Bügeleisen werfende Frauen. Seit die Männer ihre Hemden jedoch selbst bügeln, wird es nicht mehr so oft zu solchen Übergriffen kommen.

Die heutige Gesellschaft toleriert häusliche Gewalt und Gewalt im engen Kreis zu Recht nicht mehr. Es handelt sich dabei nicht um eine Privatsache, sondern es ist Aufgabe des Staates, den Schutz jedes menschlichen Individuums zu gewährleisten. Deshalb hat unser Parlament bereits mit zwei Änderungen des Strafgesetzbuches vom 3. Oktober 2003 zwei Delikte offiziellisiert: wiederholte Tötlichkeiten und Vergewaltigung in der Ehe.

Die neue Vorlage, die uns heute zur Abstimmung vorliegt, weitet den Schutz aus und ergänzt ihn. Wie bereits erwähnt worden ist, gibt es neben der häuslichen Gewalt weitere Formen von Gewalt, die ähnlichen Ursprunges sind, insbesondere – auch das ist bereits erwähnt worden – Drohungen und Nachstellungen. Das geltende Recht bietet, entgegen der Ansicht der SVP, keine genügende Handhabe, um den Gewaltopfern effizient Schutz zu bieten. Die rechtliche Situation hängt zudem vom Wohnort ab, da die Praxis und die Gesetze – insbesondere die Polizeigesetze – von Kanton zu Kanton divergieren. Auch ist die Rechtslage von verheirateten Paaren eine andere als die von unverheirateten Paaren, und andere Gemeinschaften lässt die Rechtslage schlichtweg ausser Acht.

Der Grundsatz der neuen Vorlage ist salopp gesagt also ein ähnlicher wie bei einigen kantonalen Polizeigesetzen: Wer schlägt, der geht. Die neue Vorlage ist eine Ergänzung des ZGB. Es gibt bereits heute gewisse Bestimmungen, nämlich den Persönlichkeitsschutz nach den Artikeln 28ff., Eheschutzmassnahmen und vorsorgliche Massnahmen im Bereich des Scheidungsrechtes. Aber wie gesagt: Dieser Schutz greift nicht für alle Arten des Zusammenlebens und alle Arten von Gewaltanwendung.

Dann gibt es eben – auch das habe ich bereits erwähnt – kantonale Polizeigesetze, zum Beispiel in St. Gallen, Appenzell Ausser rhoden und noch in einigen anderen Kantonen, die jedoch nur vorübergehende Massnahmen vorsehen und nicht solche, die über eine längere Frist angewendet werden können.

Nun noch kurz zum Inhalt: Der Schutz nach Artikel 28 ZGB wird erweitert, und zwar sowohl in Bezug auf den Anwendungsbereich als auch in Bezug auf die vorgesehenen Schutzmassnahmen. Er wird ausgeweitet auf Gewalt, Drohungen und Nachstellung. Es handelt sich hierbei nicht um eine abschliessende Aufzählung. Beispielfhaft sind auch die Schutzmassnahmen erwähnt. Es handelt sich insbesondere um Unterlassungsansprüche wie ein Annäherungsverbot, ein Rayonverbot und ein Verbot zur Kontaktaufnahme. Ein besonderer und sehr wichtiger Schutz ist für Betroffene vorgesehen, die in derselben Wohnung wohnen. Das Opfer kann nämlich verlangen, dass der Täter für eine gewisse Zeit aus der Wohnung ausgewiesen wird. Das Opfer kann in bestimmten Fällen sogar verlangen, dass das Mietverhältnis auf es übertragen wird, eine Massnahme, die bereits jetzt im

Scheidungsrecht vorgesehen ist. Im Weiteren bezeichnen die Kantone eine Kriseninterventionsstelle, die sofortige Ausweisungen verfügen kann, sowie eine Beratung, und zwar sowohl für Opfer als auch für Täter.

Angepasst werden selbstverständlich auch die Bestimmungen des Eheschutzes. Das heisst, dort ist die heutige Rechtsprechung oder Rechtslage umstritten; es ist umstritten, ob die entsprechenden Massnahmen abschliessend im Gesetz geregelt sind oder ob weiterer Spielraum besteht. Deshalb haben wir auch diese Bestimmungen angepasst.

Abschliessend ein Wort zum Rechtsvergleich: Wir sind heute auch diesbezüglich noch eine Insel. Ähnliche Gewaltschutzregelungen kennt man in sämtlichen Nachbarländern, das heisst in Deutschland, Österreich, Frankreich und Italien.

Ich bitte Sie deshalb, auf diese Vorlage einzutreten.

Menétrey-Savary Anne-Catherine (G, VD): Quel chemin parcouru depuis le temps de nos premiers débats sur la violence conjugale! Il y a au moins six ans de cela, nous avons commencé par traiter le volet pénal, nous voici aujourd'hui au volet civil. Mais là aussi, depuis 2003, année où la commission a commencé l'examen de l'initiative parlementaire Vermot, jusqu'au projet que nous avons aujourd'hui sous les yeux, l'évolution est considérable. C'est pour nous, les Verts, mais aussi pour nous, les femmes, un grand sujet de satisfaction.

Je l'ai déjà dit, je le répète, à une époque où le discours sur la violence dans la rue, dans les transports publics et dans les stades de football prend toute la place, est omniprésent, il faut rappeler que c'est encore et toujours à la maison qu'on risque le plus sa vie. En France, 400 femmes meurent chaque année sous les coups de leur conjoint. En Suisse, de tels cas ne sont pas rares non plus. Mais à côté de ces tragiques extrêmes, des milliers de femmes, d'enfants, de personnes âgées et des hommes aussi, sont quotidiennement maltraités, humiliés, menacés, battus, harcelés par les personnes qui leur sont les plus proches, les personnes qui leur sont les plus chères, celles sur qui on devrait pouvoir compter, celles à qui on fait confiance.

Le grand mérite du projet que nous discutons aujourd'hui, c'est qu'il prend enfin en compte tous ces divers aspects de la maltraitance. Du concept élargi de la violence conjugale, on est passé à une vision plus large de la violence domestique, y compris la violence psychique, y compris le harcèlement, tout ce qui porte atteinte à la personnalité. On est passé aussi du couple marié aux concubins, puis aux couples séparés, puis aux communautés de vie qui constituent les enfants, les personnes âgées ou d'autres partenaires faisant ou non ménage commun. Les moyens d'intervention qu'offre le nouvel article 28b du Code civil représentent d'une certaine manière une petite révolution. Que ce soit le partenaire violent qui doive quitter le domicile plutôt que la victime constitue un grand progrès. Si seulement on pouvait se dire qu'on met ainsi un terme aux fuites vers les maisons pour femmes battues au milieu de la nuit avec les enfants, ce serait vraiment un soulagement immense.

Malheureusement, il faut être aussi réaliste. L'article 28b, en lui-même, n'est qu'un outil, pas un remède miracle. Même si elles sont civiles, ces mesures restent policières et ne peuvent pas venir à bout de la violence. Elles ne seront probablement pas très faciles à appliquer non plus.

Je ne sais pas si vous pouvez vous imaginer des scènes de violence domestique, les cris, les menaces, les coups. La victime, généralement la femme, n'a pratiquement aucun moyen de faire appel à la police ou à d'autres personnes pouvant la protéger. Dans de tels cas, l'alinéa 4 de l'article 28b, qui prévoit qu'une autorité cantonale doit pouvoir prononcer l'expulsion immédiate, ne sera peut-être pas d'un très grand secours. Même si des mesures superprovisionnelles peuvent être prises, dans bien des cas, elles arriveront trop tard. Le lendemain, le mari promettra de ne plus recommencer, la femme pardonnera. Dans le cadre de l'évaluation des expériences faites à Saint-Gall avec ce système,

il est apparu que près d'une expulsion sur cinq est annulée, et dans l'ensemble on ne sait pas combien de drames ont ainsi été évités.

Il n'en reste pas moins que la procédure civile constituera pour les victimes un moyen plus accessible et aussi moins culpabilisant que la procédure pénale. Mais il faudra quand même toujours qu'il y ait un déclencheur.

La prévention de la violence, de même que des possibilités de thérapie demeurent donc indispensables. C'est pourquoi nous accordons beaucoup d'importance à l'alinéa 5 de l'article 28b, faisant obligation aux cantons de veiller à ce qu'il existe des centres de consultation non seulement pour les victimes, mais aussi et peut-être surtout pour les auteurs de violence. Il ne faudrait pas que l'existence de normes civiles ou pénales serve d'alibi à ceux qui continuent à penser que la violence domestique est un phénomène normal, ou en tout cas privé, qu'on ne pourra jamais éradiquer.

Il n'en reste pas moins que le pas que nous franchissons aujourd'hui est sinon décisif du moins de première importance, et nous vous demandons de le faire avec nous.

Vermot-Mangold Ruth-Gaby (S, BE): «Wer schlot, de goht.» Dies bedeutet eine neue Qualität in der Gewaltbekämpfung im sozialen Umfeld, im Familienkreis und in der Partnerschaft. Bisher war es genau umgekehrt. Wer geschlagen, wer bedroht oder wem nachgestellt wurde – die Opfer sind meist Frauen und Kinder –, musste die gemeinsame Wohnung fluchtartig verlassen und in Frauenhäusern, bei Verwandten oder Freunden Schutz suchen. Frauenhäuser wurden rasch die Schutzorte für Opfer von häuslicher Gewalt. Sie sind heute nicht mehr aus Städten und Agglomerationen wegzudenken und werden auch weiterhin dringend nötig sein. Viele Frauenhäuser sind heute überfüllt und müssen Opfer von häuslicher und anderer Gewalt abweisen. Gewalt ist eben für viele Frauen bittere Realität.

«Wer schlot, de goht» ist ein Paradigmenwechsel. Die Opfer werden geschützt, die Täter bestraft. Als ich vor fünf Jahren – das ist eine lange Zeit – die parlamentarische Initiative einreichte, wagte ich kaum zu hoffen, dass eines Tages eine nützliche Gesetzesänderung vorliegen würde. Denn Gewalt in der Familie oder in der Partnerschaft wird leider auch heute noch unter den Schutz der Privatsphäre gestellt. Allerdings bröckelt die Mauer des Schweigens seit einigen Jahren. Man spricht über Gewalt. Die Gesellschaft will die Gewalt hinter der Haustüre nicht mehr tolerieren.

Die Kommission für Rechtsfragen und ihre Subkommission haben gut gearbeitet – herzlichen Dank. Die Opfer von Gewalt, Drohungen und Nachstellungen können nun endlich auf verlässliche Schutzmassnahmen zählen.

Problematisch ist heute noch in vielen Kantonen die Situation für Polizeibeamte, die bei häuslicher Gewalt oft und zu Recht gerufen werden. Sie können in der Regel nicht viel tun. Beruhigen ist noch immer die Devise, oder in ganz schlimmen Fällen können sie den Schläger für einige Stunden wegschliessen. Das allerdings nützt den Opfern nichts. Nach der Schonfrist werden sie mit dem meist gedemütigten und wütenden Täter erneut konfrontiert, und früher oder später beginnt die Qual für das Opfer von neuem. Auch dort, wo heute Polizeibeamte in ihren Handlungen noch immer eingeschränkt sind – und das ist in vielen Kantonen der Fall –, sind sie selber meist frustriert, denn sie wissen, dass sie gleich übermorgen wieder vor der gleichen Türe stehen werden, ohne jedoch wirksam handeln zu können. Das ändert sich nun.

Ich werde oft nach Zahlen im Bereich häuslicher Gewalt gefragt. Die gibt es jedoch kaum. Die Statistiken sind dürftig, vieles liegt in den Graubereichen, denn noch immer schweigen viele Opfer, wenn sie geschlagen werden, und die Scham der Opfer schützt immer noch die Täter.

Der neue Artikel 28 ZGB erlaubt nun den Gerichten, in Zukunft eine gewalttätige Person aus der gemeinsamen Wohnung wegzuweisen. Sie können ihr auch verbieten, sich in unmittelbarer Nähe der Wohnung, des Arbeitsplatzes oder der Schule der Kinder, an bestimmten Plätzen, Orten oder in

bestimmten Quartieren aufzuhalten. Es ist dem Täter verboten, sich dem Opfer zu nähern, ihm zu telefonieren oder es zu belästigen. Die Dauer der Ausgrenzung wird durch die Gerichte festgelegt.

Bis Gerichte jedoch handeln können, läuft die Zeit, und Opfer haben meist keine Zeit. Die Kantone sollen daher – so will es der neue Artikel im ZGB – eine Stelle nennen, die in Krisenfällen sofort einsatzfähig ist und die entscheiden kann, ob der Täter weggewiesen werden soll. In verschiedenen Kantonen – unter anderen St. Gallen, Appenzell Ausserrhoden, Bern, Zürich und Neuenburg – bestehen Polizeigesetze zur Bekämpfung der häuslichen Gewalt. In diesen Kantonen kann die Polizei eine gewalttätige Person bereits kurzfristig wegweisen. Mit der Schaffung dieser Polizeigesetze wurden in den Kantonen auch Interventionsprojekte organisiert, an denen Polizeibeamte, Sozialarbeiterinnen, Opferhilfe, Richter, Männerbüros usw. beteiligt sind. Interventionsprojekte konzentrieren sich unter anderem auch auf die Zusammenarbeit der verschiedenen Akteurinnen und Akteure und auf die Ausbildung und Sensibilisierung vor allem auch von Richtern und Polizeibehörden. Damit soll auf Klagen von Opfern reagiert werden, die sich beklagen, dass Richter oft die Gewalttaten nur als Bagatelle abtun.

Täter sollen sich mit ihrer Gewaltbereitschaft auseinander setzen können. Die Kantone müssen dafür Beratungsstellen für Opfer und Täter zur Verfügung stellen. Wenn Gewalt lernbar ist, ist auch Gewaltlosigkeit lernbar. Frauen fällt es häufig leichter, sich helfen zu lassen, aber langsam lernen auch Männer, mit professioneller Hilfe ihr Gewaltverhalten zu hinterfragen. Die Zahl solcher Männer ist leider jedoch noch immer sehr gering.

Ausserhalb der Schweiz kennen viele Länder ein Gewaltschutzgesetz, Österreich seit 1996. Die Erfahrungen sind sehr gut, die Frauenhäuser und andere Institutionen können teilweise entlastet werden. Es hat eine sehr eindrückliche Sensibilisierung in diesen Ländern stattgefunden, wonach Gewalt in der Partnerschaft öffentlich zu machen und der Schutz von Opfern eine gesellschaftliche Aufgabe ist.

Ich bitte Sie, dem neuen Gesetz zuzustimmen, denn es schützt die Opfer, und dies ist ein wichtiger Schritt in der Bekämpfung der Gewalt.

Amherd Viola (C, VS): Meldungen über häusliche Gewalt, Drohungen und Nachstellungen sind an der Tagesordnung. In vielen Fällen genügen die Instrumente der geltenden Rechtsordnung nicht, um den Opfern von Gewalt im sozialen Nahraum einen genügenden und angemessenen Schutz zu gewährleisten. Insbesondere im Bereich der Drohungen und des Stalking – ein Phänomen, das in anderen Ländern bereits explizit geahndet wird – bestehen heute zu wenige gesetzliche Möglichkeiten. Zu oft sind den Opfern sowie deren Vertreterinnen und Vertretern heute die Hände gebunden, sie können strafrechtlich oder im Bereich des Persönlichkeitsschutzes nicht tätig werden. Es ist schwierig, einer Frau, die regelmässig bedroht, bedrängt und unter Druck gesetzt wird, zu sagen: Es tut mir Leid, es ist noch zu wenig passiert.

In diesem Bereich ist Handlungsbedarf unbestritten. Mit der vorgeschlagenen Änderung des Zivilgesetzbuches aufgrund der parlamentarischen Initiative Vermot kann die bestehende Lücke geschlossen werden.

Die CVP-Fraktion empfiehlt Eintreten.

Markwalder Bär Christa (RL, BE): Häusliche Gewalt – wir haben es bereits mehrmals gehört – ist ein gesellschaftliches Phänomen, von dem viele betroffen sind. Dieses Phänomen wird aber weitgehend weniger wahrgenommen als die Gewalt im öffentlichen Raum, weil sie nämlich in den eigenen vier Wänden stattfindet, weil sie hinter verschlossenen Türen stattfindet. Studien zeigen auf, dass mehr als 20 Prozent der Frauen schon unter körperlicher oder sexueller Gewalt ihres Partners leiden mussten. Natürlich können auch Männer Opfer werden. Aber vielleicht ist es auch bezeichnend, dass aus allen vier Fraktionen zu diesem Thema hier Frauen sprechen.

Verschiedene Kantone haben auf dieses Phänomen mit polizeirechtlichen Bestimmungen reagiert, die eine Intervention ermöglichen. Auf Bundesebene existiert aber bis heute noch keine rechtliche Grundlage, die den Opfern von häuslicher Gewalt genügend Schutz bieten könnte. Zudem ist es störend, dass die rechtliche Situation vom Wohnort der betroffenen Person abhängt und dass sich die Rechtslage von verheirateten Paaren von jener von unverheirateten Paaren unterscheidet.

Die FDP steht der Erweiterung des Persönlichkeitsschutzes im ZGB positiv gegenüber. Die Vorlage sieht Massnahmen zum Schutz vor Gewalt, Drohungen und Nachstellungen sowie bessere Schutzmassnahmen bei häuslicher Gewalt vor. Somit werden nicht nur häusliche Gewalt und weitere Formen von Gewalt erfasst, sondern auch das zwanghafte Verfolgen und Belästigen einer Person, genannt Stalking. Das Instrumentarium der Gerichte für den Persönlichkeitsschutz geht weit, weshalb die FDP-Vertreter während der Beratungen in Kommission und Subkommission immer grossen Wert darauf gelegt haben, dass die Massnahmen den Kriterien der Verhältnismässigkeit genügen. Denn wenn jemandem verboten werden kann, sich einer anderen Person anzunähern oder sich an bestimmten Orten aufzuhalten, wenn jemand aus der gemeinsamen Wohnung oder im Extremfall aus seiner eigenen Wohnung ausgewiesen werden kann, ist immer grösste Vorsicht geboten.

Nach der langen und sorgfältigen Kommissionsarbeit betrachten wir die neue Norm in Form von Artikel 28b des ZGB als taugliches Mittel, dem Phänomen der häuslichen Gewalt zu begegnen und sie effektiv zu bekämpfen. Wir verweisen dabei auch auf die positiven Erfahrungen, die in den Kantonen mit den entsprechenden Polizeigesetzen gemacht wurden.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

**Schweizerisches Zivilgesetzbuch (Schutz der Persönlichkeit gegen Gewalt, Drohungen oder Nachstellungen)
Code civil suisse (Protection de la personnalité en cas de violence, de menaces ou de harcèlement)**

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung, Art. 28a Titel
Antrag der Kommission: BBI

Titre et préambule, ch. I introduction, art. 28a titre
Proposition de la commission: FF

Angenommen – Adopté

Art. 28b
*Antrag der Kommission: BBI
Antrag des Bundesrates: BBI
Proposition de la commission: FF
Proposition du Conseil fédéral: FF*

Abs. 3bis – Al. 3bis

Menétrey-Savary Anne-Catherine (G, VD): Pardonnez-moi de reprendre ici une vieille rengaine. C'est une rengaine qui me tient particulièrement à coeur, et pas rien qu'à moi, mais à beaucoup de collègues dans cette salle: c'est la situation des immigrées victimes de violence. Encore et encore, nous recevons des informations à propos de cas de femmes étrangères battues, séquestrées, humiliées par leur mari et qui n'osent rien entreprendre de peur d'être aussitôt expulsées de Suisse.

Cette question est revenue à de nombreuses reprises dans nos débats, mais elle n'est toujours pas résolue. A juste titre, le Conseil fédéral fait remarquer, dans son avis sur ce dossier, que nous avons adopté des dispositions en relation

avec ce problème dans le cadre de la loi sur les étrangers. Même avant cela, d'ailleurs, il avait été établi qu'en cas de dissolution de la famille, notamment pour cause de violence conjugale, le droit du conjoint à une prolongation de son autorisation de séjour subsistait s'il faisait valoir des raisons personnelles majeures. Hélas, cette possibilité n'est pas souvent accordée par les autorités fédérales.

J'ai personnellement connaissance de plusieurs cas de femmes qui se trouvent dans des situations semblables et qui sont menacées de renvoi, alors même qu'elles se sont souvent débrouillées avec un courage absolument remarquable pour oser quitter leur mari violent, pour trouver un emploi et un logement, et pour essayer de reconstruire une vie autonome que la décision de renvoi vient justement menacer ou interrompre.

De plus, les situations que nous voulons prendre en compte avec ce projet sont différentes de celles qui sont évoquées dans la loi sur les étrangers. Il ne s'agit ici ni de séparation ni de divorce, mais de mesures provisionnelles d'éloignement des auteurs de violence. Ce serait finalement le comble, étant donné le but que cherchent à atteindre cette loi et ces mesures, qui est de faire partir l'auteur de la violence et non pas la victime, que ce principe soit valable pour tout le monde sauf pour les immigrées.

Même si la loi ne mentionne pas avec précision la durée des mesures d'éloignement, il a été dit que celle-ci pouvait aller jusqu'à deux ans. Il est certainement probable que dix jours ne changeraient rien au statut des étrangères; mais pour deux ans, c'est difficile d'imaginer que cela puisse se faire sans que la femme soit au moins assurée de n'être pas expulsée.

Par ailleurs, les mesures de protection de la personnalité dont on parle ici ne concernent pas que le conjoint ou l'ex-conjoint, mais aussi d'autres personnes proches. Et pour que des étrangères – mais peut-être aussi d'ailleurs des étrangers – au statut précaire puissent se défendre, il faut là aussi qu'elles bénéficient d'une certaine sécurité. Encore une fois, c'est bien joli d'élaborer des instruments pour permettre aux victimes de se défendre, mais si elles ont peur de les utiliser à cause des répercussions négatives que ça peut avoir, on n'aura pas beaucoup avancé.

C'est pour ces raisons que la minorité que je représente vous demande d'ajouter un alinéa 3bis à l'article 28b qui dirait: «Lorsque la victime est étrangère et que son statut légal dépend de celui de son conjoint, une autorisation de séjour lui est accordée, au moins pendant la période d'éloignement.»

Je vous remercie d'adopter cette proposition de minorité.

Amherd Viola (C, VS): Die Minderheit verlangt, dass einem ausländischen Opfer, dessen rechtlicher Status von demjenigen seines Ehegatten abhängt, für die Dauer des Verfahrens eine Aufenthaltsbewilligung erteilt wird.

In der Kommission hat die CVP-Vertretung gegen diesen Antrag gestimmt mit der Begründung, eine derartige Bestimmung gehöre aus Gründen der Systematik ins Ausländerrecht. Nun hat das Parlament im neuen Ausländergesetz das Zusammenwohnen in allen Fällen als Voraussetzung für die Aufenthaltsbewilligung festgelegt. Damit wird es einer ausländischen Frau faktisch verunmöglicht, sich gegen Gewalt im häuslichen Bereich zu wehren. Sie hat die Wahl zwischen Erduldung von Gewalt und Verlust der Aufenthaltsbewilligung – wahrlich eine tolle Wahl.

Um dies zu verhindern, stimmen ich und die Mehrheit der CVP-Fraktion dem Minderheitsantrag zu, obwohl er gesetzestechisch nicht perfekt ist; inhaltlich ist er aber richtig.

Garbani Valérie (S, NE): Le 12 décembre 1996, il y a neuf ans, notre collègue Christine Goll a déposé une initiative parlementaire visant à conférer aux migrantes un droit de séjour autonome, indépendant de leur état civil (96.461). Madame Menétrey-Savary a parlé de «vieille rengaine», mais il y a en tout cas neuf ans que les migrantes n'ont pas vu leur statut s'améliorer d'un iota.

Le 9 mars 1998, notre conseil a décidé de donner suite à l'initiative parlementaire Goll, et nous avons approuvé, le 7 juin 1999, le projet élaboré dans ce cadre par la Commission des institutions politiques.

Le 6 décembre 2001, le Conseil des Etats a décidé de suspendre l'examen de l'initiative parlementaire Goll jusqu'à l'examen de la révision de la loi fédérale sur les étrangers.

Les débats sur la révision de la loi sur les étrangers arrivent aujourd'hui à leur terme. Or, la problématique soulevée par l'initiative parlementaire Goll n'y est pas réglée, à tout le moins pas à satisfaction, puisque la loi sur les étrangers prévoit uniquement que «la cohabitation n'est pas requise lorsque la communauté familiale est maintenue et que des raisons majeures justifiant l'existence de domiciles séparés peuvent être invoquées».

La loi sur les étrangers prévoit également que la prolongation de l'autorisation de séjour peut être accordée au conjoint victime de violence conjugale si sa réintégration sociale dans son pays d'origine semble fortement compromise. La loi sur les étrangers permet donc à une victime de violence domestique de demander l'examen de la prolongation de l'autorisation de séjour, pour autant qu'elle prouve, qu'elle établisse l'impossibilité de refaire sa vie dans son pays d'origine, et la loi sur les étrangers ne lui confère donc pas un droit à une prolongation, contrairement à la proposition de la minorité Menétrey-Savary.

Ne pas étendre la protection contre la violence conjugale aux migrantes créerait ainsi une inégalité de traitement injustifiée et injuste, car nous placerions la migrante devant une alternative qui n'en est vraiment pas une: se taire et continuer de subir des violences, ou parler et prendre le risque concret de devoir quitter la Suisse. Ne pas suivre la proposition de la minorité Menétrey-Savary irait ainsi à l'encontre des objectifs de ce projet de modification du Code civil, puisque ce serait à nouveau à la victime de partir et non à l'agresseur.

Dans le prolongement de notre prise de position sur l'initiative parlementaire Goll et par respect, enfin, pour la dignité des migrantes, je vous invite avec véhémence à adopter la proposition de la minorité Menétrey-Savary.

Markwalder Bär Christa (RL, BE): Es geht hier bei diesem Minderheitsantrag eigentlich um zwei Fragen, einerseits um eine rechtssystematische und andererseits um eine politische Frage, die bereits anderweitig entschieden worden ist. Das ZGB ist beileibe nicht der Ort, wo ausländerrechtliche Bestimmungen aufgenommen werden sollen. Die ausländerrechtlichen Regelungen gehören in das AuG, das eben von den Räten beraten wurde. Schliesslich fragt es sich, ob eine politische Entscheidung, die bereits anderweitig gefallen ist, wieder korrigiert werden soll, indem diese Bestimmung hier im ZGB – also wirklich am falschen Ort – eingefügt wird.

Ich appelliere an Ihr juristisches Gewissen – vor allem auch an jenes der CVP-Fraktion –, denn es wäre nicht nur gesetzestechisch nicht ganz perfekt: Es wäre gesetzessystematisch schlichtweg falsch.

Blocher Christoph, Bundesrat: Die Kommissionsminderheit beantragt die Aufnahme einer ergänzenden ausländerrechtlichen Bestimmung. Danach soll einer von Gewalt betroffenen Person für die Dauer der Ausweisung des Gewalt ausübenden Ehegatten aus der gemeinsamen Wohnung die Aufenthaltsbewilligung nicht entzogen werden dürfen.

Ich glaube, die Antragsteller – und ich habe das auch vorher bei Frau Amherd gemerkt – berücksichtigen die Gesetzesänderung nicht, die wir namentlich im Ausländergesetz bereits beschlossen haben. Dieses Problem haben wir unter anderem jetzt dort geregelt. Es ist so: Nach dem alten Recht wäre das ein Problem gewesen, doch das ist es heute nicht mehr. Schon nach dem geltenden Recht liegt, mit der heutigen Praxis gemäss Weisungen des Bundesamtes für Migration, bei einer aufgelösten Familiengemeinschaft die Verlängerung der Aufenthaltsbewilligung im pflichtgemässen Ermessen der Behörde. Es ist nicht so, dass die Bewilligung

automatisch dahinfällt. Die näheren Umstände der Auflösung der Gemeinschaft, insbesondere Misshandlungen, die eine Fortführung der Ehe als unzumutbar erscheinen lassen, sind zu berücksichtigen und Härtefälle ausdrücklich zu vermeiden.

Artikel 49 des neuen Ausländergesetzes – das ist jetzt die neue Bestimmung – gesteht in Absatz 2 dem Ehegatten in der gleichen Situation ausdrücklich einen Anspruch auf Erteilung und Verlängerung der Aufenthaltsbewilligung zu, wenn er oder sie Opfer ehelicher Gewalt wurde. Für Ausländer, welche nach dem neuen Ausländergesetz nicht mehr als Ausländer gelten – das sind Personen aus Ländern, mit denen Freizügigkeitsabkommen abgeschlossen wurden –, ist es überhaupt kein Problem, weil diese Verbindung gar nicht gemacht wird: Dort wird gar nicht gefragt, ob für die Aufenthaltsbewilligung die gemeinsame Wohnung ein Erfordernis ist.

Im Übrigen bedeutet der Umstand, dass Ehegatten nicht zusammenwohnen, nicht notwendigerweise, dass die Familiengemeinschaft aufgelöst ist. So ist eine zeitlich beschränkte Ausweisung als vorübergehende Massnahme zu sehen, während der die Familiengemeinschaft weiter bestehen kann. Für einen solchen Fall bestimmt wiederum Artikel 48 des neuen Ausländergesetzes, das wir jetzt bereinigt haben und das, wie ich meine, in der Schlussabstimmung durchgeht, dass das Erfordernis des Zusammenwohnens nicht besteht, wenn wichtige Gründe dafür geltend gemacht werden. Zuhanden der Materialien habe ich damals, am 17. März 2005, im Ständerat auf die gleiche Frage zu diesem Artikel erklärt, dass es auch für ausländische Ehegatten gelte, die unter ehelicher Gewalt leiden und deshalb vorübergehend an einem anderen Ort wohnen sollen.

Mit der heutigen Praxis bzw. der neuen Regelung in den Artikeln 48 und 49 des Ausländergesetzes wird dem Anliegen der Kommissionsminderheit Rechnung getragen. Wenn jetzt neue und davon abweichende Schutzmassnahmen im ZGB verankert werden, so haben wir grosse Auslegungsprobleme. Deshalb bitte ich Sie, bei der Fassung zu bleiben, die Sie im Ausländergesetz beschlossen haben, und nicht im ZGB davon abweichende Bestimmungen – sie sind nämlich in der Regelung nicht genau gleich – zu erlassen: Man wüsste dann nicht, welche Bestimmung gelten würde.

Aus den dargelegten Gründen bitte ich Sie, diesen Minderheitsantrag abzulehnen. Sie haben in der Stellungnahme des Bundesrates gesehen, dass wir Ihre Vorlage so, wie Sie sie beschlossen haben, gutheissen. Aber hier legiferieren Sie über etwas, das wir bereits beim Ausländergesetz behandelt haben.

Menétrey-Savary Anne-Catherine (G, VD): Monsieur le conseiller fédéral, je suis très heureuse de vous entendre dire que désormais la question est réglée et qu'il n'y a plus de problèmes. Je connais une femme qui est exactement dans cette situation et qui vient de recevoir, il y a quelques semaines, une décision négative et qui doit par conséquent quitter la Suisse. Est-ce que je pourrai lui annoncer qu'en fait son problème est réglé et qu'elle pourra désormais compter sur la prolongation de son autorisation de séjour?

Blocher Christoph, Bundesrat: Ich kenne den betreffenden Fall nicht, er müsste beurteilt werden. Aber ich muss Ihnen sagen, es geht hier um eine gesetzliche Regelung in den Artikeln 48 und 49 des neuen Ausländergesetzes; diese sind natürlich noch nicht in Kraft. Aber der Vorschlag, den man hier macht, Frau Menétrey-Savary, ist auch nicht in Kraft, wenn Sie ihn hier beschliessen. Ich glaube, das Ausländergesetz wird wahrscheinlich noch vor dem betreffenden Artikel des ZGB in Kraft treten. Wenn beide in Kraft treten, haben wir Widersprüche. Das ist der Grund, weshalb die Kommissionsmehrheit von einer Neufassung absieht.

Simoneschi-Cortesi Chiara (C, TI): Herr Bundesrat, in der Stellungnahme des Bundesrates steht: «Selon la nouvelle loi sur les étrangers, la cohabitation est une condition d'oc-

troi de l'autorisation de séjour dans tous les cas: articles 41 à 43 LEtr.» (Avis du Conseil fédéral p. 6463, note 1) C'est comme ça!

L'article 49 que vous avez cité concerne un cas de dissolution de la famille, donc ça n'a rien à voir! «Dissolution de la famille», cela veut dire qu'il y a une séparation ou un divorce. Vous vous êtes trompé d'article, Monsieur le conseiller fédéral, vous avez cité un article qui n'a rien à voir avec le sujet que nous traitons.

Blocher Christoph, Bundesrat: Ich gehe nochmals auf das neue Ausländerrecht ein. Das neue Ausländerrecht sieht in Artikel 49 Absatz 2 vor, dass der Ehegatte einen Anspruch auf «Erteilung und Verlängerung der Aufenthaltsbewilligung» hat, wenn er oder sie Opfer ehelicher Gewalt wurde. Ich glaube nicht, dass ich mich geirrt hätte.

Im Übrigen bedeutet der Umstand, dass Ehegatten nicht zusammenwohnen, nicht notwendigerweise, dass die Familiengemeinschaft aufgelöst ist. Wir haben das beim Ausländergesetz ausdrücklich behandelt, und darum musste ich beim Ausländergesetz am 17. März 2005 im Ständerat zu diesem Artikel Stellung nehmen, und ich habe dort zur Antwort gegeben, dass er auch für von Gewalt betroffene ausländische Ehegatten gilt, die unter ehelicher Gewalt leiden und deshalb vorübergehend an einem anderen Ort wohnen. Die Artikel 42 und 43 regeln die Voraussetzungen zur Erreichung der Aufenthaltsbewilligung, wenn jemand noch gar keine hat, und dort ist die gemeinsame Wohnung für Ausländer ein Erfordernis, und zwar für diejenigen, die ausserhalb der EU wohnen; die anderen haben kein solches Erfordernis. Aber hier geht es darum, wie wir das handhaben, wenn sie zusammenwohnen und einer gewalttätig wird, und dafür sind die Artikel 48 und 49 da.

Glasson Jean-Paul (RL, FR), pour la commission: Pour la bonne règle, je vais répéter ce qui a déjà été dit par Madame Markwalder Bär et Monsieur le conseiller fédéral Blocher.

La proposition de la minorité Menétrey-Savary tend à autoriser le séjour de la victime pendant la période d'éloignement de l'auteur de violences. Selon la majorité, cette question est du ressort de la législation sur les étrangers et, dans ce cadre législatif, les chambres ont expressément mentionné les victimes de violence conjugale dans la disposition permettant l'octroi ou la prolongation d'une autorisation de séjour pour les personnes pouvant faire état de raisons majeures pour demeurer en Suisse – c'est l'article 49 de la loi sur les étrangers. De plus, la cohabitation n'est pas exigée comme condition, lorsque des raisons majeures justifient l'existence de lieux de séjour séparés – c'est l'article 48 de la même loi. Au nom de la majorité de la commission, je vous prie donc de rejeter la proposition de la minorité Menétrey-Savary.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit 68 Stimmen

Dagegen 80 Stimmen

Abs. 4bis – Al. 4bis

Menétrey-Savary Anne-Catherine (G, VD): Comme je viens de le dire dans le débat d'entrée en matière, ce projet a beaucoup évolué au cours du temps. Et s'il a été amélioré dans l'ensemble, il a aussi subi quelques retouches regrettables, ou plutôt on peut dire qu'il a perdu certains éléments en cours de route.

Ainsi, dans le premier projet, on pouvait encore trouver une disposition selon laquelle la procédure devait être simple, rapide et gratuite. Dans la version suivante, on avait perdu le «gratuite», et dans celle-ci on a encore perdu le reste. La proposition de la minorité demande donc simplement de rétablir la disposition «simple, rapide et gratuite».

Encore une fois, il ne sert à rien de mettre en place des instruments que l'on ne peut pas utiliser. Or, incontestablement, les instances judiciaires représentent pour certaines personnes un véritable épouvantail. Il n'est pas certain que de ren-

dre les procédures gratuites suffise à garantir l'accès à la justice, mais il est certain que les frais d'une procédure sont un obstacle. Il est bien connu qu'une des raisons pour lesquelles beaucoup de femmes ne peuvent pas imaginer prendre des mesures contre leur conjoint, c'est qu'elles sont socialement et financièrement dans une situation de dépendance. Presque toujours, la séparation est un facteur de précarisation. Dans de tels cas, il n'est pas envisageable pour elles de s'engager dans des procédures payantes.

Dans son avis, le Conseil fédéral fait remarquer que si la procédure était gratuite, c'est encore l'auteur de violence qui en bénéficierait. Nous pensons que cela ne devrait pas forcément être le cas, et on peut tout à fait imaginer rendre possible la gratuité de la procédure tout en prévoyant que les dépens pourraient être mis à la charge de l'auteur de la violence.

Je vous prie donc de soutenir ma proposition de minorité.

Präsidentin (Egerszegi-Obrist Christine, erster Vizepräsidentin): Die FDP-Fraktion teilt mit, dass sie den Antrag der Mehrheit unterstützt.

Amherd Viola (C, VS): Die CVP-Fraktion beantragt die Ablehnung des Minderheitsantrages, da gestützt auf Artikel 28b, Artikel 28c und Artikel 28d eine Interventionsmöglichkeit im Krisenfall sowie der Erlass von superprovisorischen und vorsorglichen Massnahmen gegeben sind. Zudem besteht in allen Kantonen das Institut der unentgeltlichen Rechtspflege, weshalb die Festlegung eines unentgeltlichen Verfahrens überflüssig ist.

Blocher Christoph, Bundesrat: Wir bitten Sie, die beantragte Aufnahme einer ergänzenden verfahrensrechtlichen Bestimmung, wonach die Kantone verpflichtet werden, ein einfaches, rasches, unentgeltliches Verfahren vorzusehen, abzulehnen.

Problematisch ist, wir haben es in unserer Stellungnahme erwähnt, die Verpflichtung der Kantone, welche autonom sind, Beratungsstellen einzuführen. Wir sind nicht dagegen; wir sollten aber aufpassen, dass wir vom Bund für die Kantone nicht Sachen als obligatorisch erklären, die in der Kompetenz der Kantone liegen. In diese sollte nur eingegriffen werden, wenn die Durchsetzung des Bundesrechtes auf andere Weise nicht gewährleistet werden kann. Aber davon kann in diesem Fall nicht gesprochen werden.

Was das einfache und rasche Verfahren anbelangt, so ist eine solche Bestimmung deshalb nicht nötig, weil bereits eine Reihe von Möglichkeiten zur Verfügung steht, die einen schnellen Rechtsschutz gewährleisten. Es sind dies insbesondere die superprovisorischen Massnahmen gemäss Artikel 28d Absatz 2 ZGB, die sogar ohne vorherige Anhörung des Gesuchsgegners angeordnet werden können. Es sind also Massnahmen, die ausserordentlich wirkungsvoll sind, weil man den Gesuchsgegner nicht einmal anhören muss. Zum anderen kann die von Gewalt betroffene Person vorsorgliche Massnahmen verlangen, für welche die Glaubhaftmachung einer Verletzung oder einer drohenden Verletzung genügt; es muss also nicht ein Beweisverfahren stattfinden. Diese beiden Möglichkeiten bieten einen ausreichenden, schnellen Schutz. Den Kantonen darüber hinaus nochmals neue Vorschriften zu machen, finden wir nicht richtig, weil es in die Kompetenz der Kantone gehört.

Zusätzlich sind diejenigen Massnahmen zu nennen, welche in Artikel 28b Absatz 4 ZGB erwähnt werden, nämlich jene Massnahmen, welche von der kantonalen Stelle im Krisenfall vor Ort getroffen werden können. Zu denken ist hier namentlich an die Ausweisung der gewalttätigen Person durch die Polizei.

Die Erfahrungen in den Kantonen zeigen, dass auch einfache und rasche Verfahren natürlich lange dauern können, wenn die Gerichte überlastet sind. Indem man immer mehr Klagen einem solchen Verfahren unterstellt, wie es hier vorgesehen ist, löst man das Problem nicht; im Gegenteil, der Verfahrensweg wird dadurch überlastet und nimmt der Sa-

che ihren Ausnahmecharakter. Wir glauben, die bestehenden, jetzt von mir genannten Massnahmen sind die wirkungsvolleren.

Bezüglich der Unentgeltlichkeit des Verfahrens gilt es Folgendes zu beachten: Zwischenmenschliche Gewalt ist keinesfalls nur ein Phänomen finanzschwacher Bevölkerungsschichten. Daher ist es falsch, für jedermann ein unentgeltliches Verfahren einzuführen. Jeder hat Anrecht auf dieses Verfahren, und wenn er es selbst nicht bezahlen kann, hat er ein Anrecht auf Unentgeltlichkeit. Aber zu sagen, diese Verfahren seien für jedermann unentgeltlich, wäre nicht richtig. Vielmehr sollte dies, wie bis anhin vom kantonalen Recht vorgesehen, nur Personen in finanziellen Schwierigkeiten gewährt werden.

Der Antrag der Kommissionsminderheit erweist sich damit auch in diesem Punkt im ganzen Gefüge – wer bezahlt wann welche Verfahren? – als stossend. Ich sage nochmals: Familiäre Gewalt ist nicht ein Gewaltakt, der nur bei mittellosen Personen und mittellosen Familien vorkommt; im Gegenteil: Wie die Urteile in Fällen von Beziehungsdelikten zeigen, haben wir sogar in höheren und reicheren Berufsschichten einen ebenso grossen Prozentsatz. Nicht übersehen werden darf zudem, dass auch die Gewalt ausübende Person als Auslöserin des Verfahrens und als Verursacherin möglicherweise grosse Kosten hat und von der Unentgeltlichkeit profitieren würde. Das wäre unseres Erachtens stossend, denn sie wird kostenpflichtig.

Ich bitte Sie, den Antrag aus den dargelegten Gründen abzulehnen.

Präsidentin (Egerszegi-Obrist Christine, erste Vizepräsidentin): Die Berichterstatter verzichten auf das Wort.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit 56 Stimmen

Dagegen 98 Stimmen

*Übrige Bestimmungen angenommen
Les autres dispositions sont adoptées*

Art. 28d Abs. 2, 3; 172 Abs. 3; Ziff. II

Antrag der Kommission: BBl

Art. 28d al. 2, 3; 172 al. 3; ch. II

Proposition de la commission: FF

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 00.419/2843)

Für Annahme des Entwurfes 119 Stimmen

Dagegen 26 Stimmen

Präsidentin (Egerszegi-Obrist Christine, erster Vizepräsidentin): Als Nächstes hätten wir die parlamentarischen Vorstösse betreffend das EJPD traktandiert. Als erstes Geschäft steht eine Motion von Frau Leutenegger Oberholzer auf der Liste. Da die Motionärin nicht anwesend ist, fällt dieses Geschäft weg. Zudem liegen mir für den zweiten Vorstoss auf der Liste vier Wortmeldungen vor. Es liegt zeitlich nicht mehr drin, die Debatte über dieses Geschäft heute Abend zu beginnen.

Schluss der Sitzung um 18.50 Uhr

La séance est levée à 18 h 50